

Refusons le projet de loi Asile et Immigration !

Le nouveau projet de loi Asile et Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant·e·s.

Il a pour objectif de graver dans le marbre et d'amplifier les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) et des IRTF (Interdiction de Retour sur le Territoire Français), dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centres et Locaux de Rétention Administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoignent l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant·e·s sont déshumanisé·e·s et considéré·e·s uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension".

Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger·e·s, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique.

Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...).

Les droits des étranger·e·s sont de plus en plus précarisés.

L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé... le pouvoir veut casser les solidarités, et nous placer en concurrence les un·e·s avec les autres.

Nous appelons à nous mobiliser contre ce projet qui, s'il était adopté, accentuerait encore le fait que les étranger·e·s en France sont considéré·e·s comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.

Soyons uni·e·s contre l'immigration jetable et l'exploitation des sans-papiers.

Rassemblement
Samedi 25 mars 2023 à 10 h 30
Palais de Justice - Esplanade - Nîmes

A l'appel de : Ados Sans Frontière Nîmes, AFPS Nîmes, AIDES, AMI, Amitié France Algérie, Amnesty International Nîmes, APTI, ATTAC Nîmes, CCFD - Terre Solidaire 30, CIMADE Nîmes, CNT 30, CNT Solidarité ouvrière, CO SO MI Salindrenque, Collectif d'accueil des migrants Aigues Vives Aubais, Collectif d'accueil des migrants Vergèze Codognan, Collectif Ganges Solidarités, Collectif Travail Social du Gard, DAL 30, EELV Nîmes, Ensemble ! Gard, France Insoumise, Génération's Gard, LDH Nîmes, Nîmes-en-transition, Parti de Gauche, PCF, PRG du Gard, Réfugiés Bienvenue, RESF, Solidaires, Solidaires Étudiant·e·s Nîmes, UDIRS 30, Union Syndicale de la Psychiatrie (Section gardoise)

Ne pas jeter sur la voie publique

